

L'eau, un bien public

par Madeleine BOLLIGER,* Berne

L'eau, c'est la vie. C'est à l'eau que la Terre doit son nom de planète bleue. Mais aujourd'hui, la valeur matérielle et spirituelle de l'eau n'est que trop souvent oubliée. Une consommation en hausse, une pollution toujours plus inquiétante et un gaspillage sans précédent diminuent nos réserves. Pour résoudre ces problèmes, certains proposent de privatiser les services d'alimentation en eau. Mais l'eau est-elle vraiment un bien marchandable ? Un peu partout, des citoyens se mobilisent contre la libéralisation du marché de l'eau et ses effets néfastes.

L'eau est à la base de notre vie. Elle est aussi un bien spirituel qui nous accompagne de la naissance jusqu'à la mort. Pour la quasi-totalité des religions, l'eau est source de vie nouvelle et de pureté. Les chrétiens et les hindous se fondent dans la «substance cosmique» respectivement par le baptême et les ablutions rituelles. Selon le Coran, l'eau, qui vient du ciel, est un signe divin. Le fait de se laver les mains avant et après le repas correspond à un rituel de purification qui doit rappeler le caractère sacré du repas. Dans la tradition biblique, l'eau est un symbole de l'intervention divine. L'eau purifie, soigne et éteint le feu. Elle est la vie éternelle.

Mais l'eau est aussi une denrée «contradictoire». Abondante dans certains pays, elle se fait de plus en plus rare dans d'autres. Si les nations industrialisées utilisent chaque jour plus de 150 litres d'eau par personne, les habitants des pays du Sud disposent en moyenne d'à peine 20 litres par jour et 1,4 milliards d'êtres humains n'ont pas accès à l'eau potable. Or 80 % de toutes les maladies affectant le Sud sont dues à la consommation d'eau polluée. Ainsi, l'eau, source de vie et symbole de solidarité, est devenue source d'inégalités, de conflits et de morts.

Bientôt l'eau sera plus précieuse que l'or et stratégiquement plus importante que le pétrole. Le manque d'eau est en train de prendre les dimensions d'une crise écologique et sociale globale : nécessaire à la vie, l'eau est devenue un problème existentiel dans le monde entier et tout particulièrement dans les pays du Sud.

La privatisation de l'eau

Comment résoudre le problème de l'eau dans le monde ? Au début des années 90, la domination de l'économie de marché a conduit à accréditer l'idée que seule l'économie privée pourrait garantir l'accès à l'eau potable pour tous. Cette nouvelle stratégie a suscité - et suscite encore - de nombreuses interrogations. A qui l'eau appartient-elle ? Qui peut en disposer ? Pourquoi cette pression pour que l'eau soit considérée comme un bien marchand ?

La privatisation de l'eau est aujourd'hui devenue une réalité partout dans le monde. Pourtant l'eau n'est pas un bien comme les autres, car elle n'a pas de substitut et

*Ethnologue auprès de la Communauté de travail.



Un bien commun, pas une marchandise.

constitue une nécessité vitale. L'eau, «bien commun de l'humanité», est un monopole naturel. Par sa privatisation, un monopole public devient monopole privé, une ressource indispensable à la vie, une simple marchandise. Pour un monopole privé, qui ne doit pas se mesurer à la concurrence, la maximalisation du profit à court terme est plus importante que la protection à long terme de la base de vie. Ainsi, le droit fondamental à l'eau, l'exploitation durable de l'eau et la protection des réserves d'eau ne sont pas compatibles avec la privatisation de son approvisionnement.

Ce sont notamment les grandes organisations internationales, telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire inter-

national (FMI), qui prônent la privatisation de l'alimentation en eau. Cette orientation stratégique s'inscrit dans le cadre de la nouvelle ligne de crédit du FMI baptisée *Mécanismes de croissance et de réduction de la pauvreté* - une appellation qui est d'autant plus cynique que les premiers bénéficiaires de cette politique sont bien sûr les grandes sociétés transnationales qui s'en frottent les mains.

Déjà, bon nombre de pays, parmi les plus pauvres au monde, comme le Mozambique, le Bénin, le Niger, le Rwanda, le Honduras ou encore le Yémen, ont cédé à la pression exercée par les grandes institutions mondiales et ont privatisé leurs systèmes de distribution respectifs. En même temps, les grandes multinationales de l'eau, telles que Suez-Lyonnaise des Eaux, Vivendi ou la société allemande RWE, se sont implantées partout dans le monde et approvisionnent les grandes métropoles du Sud comme Manille, Djakarta ou Hô Chi Minh-Ville.

Au lieu d'améliorer l'offre et de casser les prix - comme l'annonçait la Banque mondiale - la situation bien souvent empire. Les prix augmentent, quelquefois au-delà des possibilités des gens les plus pauvres. Le problème crucial de l'accès à l'eau n'est pas résolu non plus : en effet, quelle société transnationale pourrait bien être intéressée à raccorder des bidonvilles à son réseau d'approvisionnement ? L'objectif d'un groupe privé, c'est de rémunérer ses actionnaires. Desservir les foyers d'une population démunie, physiquement marginalisée, vivant en bordure des grandes villes, ne peut que représenter un risque énorme en termes de rentabilité. Et les multinationales à vocation caritative sont bien sûr plutôt rares...

Le taux de couverture de l'approvisionnement en zone urbaine semble avoir légè-

rement augmenté ces dernières dix années. Cependant, cette augmentation reste plus que modeste en raison de la forte croissance de la population mondiale durant cette même période. Aussi ne s'est-elle nullement faite sentir dans les zones rurales qui connaissent, partout dans le monde, les plus faibles taux de couverture.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), «en Afrique, Asie, Amérique latine et dans les Caraïbes, la couverture de l'assainissement dans les zones rurales est inférieure de moitié à celle observée dans les zones urbaines. Rien que dans ces trois régions, près de 2 milliards d'habitants des zones rurales n'ont pas accès à un assainissement amélioré et près d'un milliard à un approvisionnement en eau amélioré.»¹

Avec la montée de la privatisation, ces disparités régionales entre zones urbaines et rurales risquent de s'aggraver encore plus. En rachetant les infrastructures urbaines déjà existantes, les multinationales sont devenues les propriétaires des seuls réseaux lucratifs. Avant, les bénéfices de l'approvisionnement urbain permettaient de financer l'équipement des campagnes. Aujourd'hui, les multinationales font des gains considérables tandis que le secteur public est dans l'obligation de s'occuper de tous les domaines non rentables, notamment celui des adductions d'eau en milieu rural et celui de l'évacuation des eaux usées. Quel partage avantageux pour l'économie marchande et ses bourses !

Le service public de l'eau est garant de démocratie et de participation. Il n'est pas en soi moins efficace ou moins performant qu'une entreprise privée : bien souvent, une simple restructuration peut améliorer sa performance, y compris dans le Sud. Aujourd'hui, les économies nationales du Sud sont déjà entièrement dominées par le diktat du Nord. Que restera-t-il à ces pays, une fois les dernières infrastructures vendues aux multinationales du Nord ? Aussi

bien pour des raisons économiques que pour des raisons de dignité et d'égalité, il est donc important que les pays du Sud puissent garder le contrôle de leurs propres ressources. La privatisation qui, en dernier lieu, est aussi et surtout une privatisation du savoir-faire des collectivités publiques conduit nécessairement à une dépendance renforcée du Sud envers le Nord. Et celle-ci est déjà assez grande.

Une résistance croissante

Aussi, partout dans le monde, des mouvements de citoyens se mobilisent contre la mainmise des grandes sociétés privées sur l'eau, avec tout ce qu'elle entraîne de souffrances et d'injustices.

Les exemples sont nombreux : à Cochabamba, en Bolivie, une augmentation de 35 % du prix de l'eau après la privatisation de ses réseaux d'approvisionnement a conduit à un véritable soulèvement populaire, qui a contraint le gouvernement à faire marche arrière en avril 2000. En effet, demander à une population appauvrie, gagnant à peine 100 \$ par mois, de payer le prix économique intégral de l'eau (comme l'avait exigé la compagnie privée International Water Limited), ne revient-il pas tout simplement à «couper l'eau» aux plus pauvres ?

Même lutte au Ghana, où le gouvernement vient de faire part de son intention de créer un bail pour l'exploitation, l'entretien et la gestion des services d'eau par deux sociétés transnationales. Il est vrai que la privatisation du service public de l'eau est une exigence du FMI pour l'octroi d'un crédit. Les citoyens sont inquiets. Dans un pays où 35 % de la population ne disposent pas d'eau potable, une telle privatisation pourrait réduire encore plus l'accès à l'eau. Comme dans beaucoup de pays, les femmes seraient les plus touchées par une telle évolution.

Que la Suisse n'échappe pas aux tendances à la privatisation du marché de l'eau a été démontré récemment dans la commune neuchâteloise de Bevaix. Nestlé avait tenté d'y acquérir les droits d'exploitation d'une source d'eau douce. Grâce à la mobilisation d'une large partie de la population, indignée de voir son eau potable réduite au rang d'une simple marchandise, la multinationale a finalement renoncé à son projet de commercialisation de l'eau. «C'est une question de respect pour les générations futures et même de survie pour toutes celles et ceux qui, aujourd'hui déjà, n'ont pas accès à l'eau potable», a dit à ce propos le mouvement Attac.

Avec sa campagne sur l'eau, lancée il y a deux ans, la Communauté de travail Swiss-aid/Action de Carême/Pain pour le prochain/Helvetas/Caritas a fait de la question de l'eau une priorité dans son travail de politique de développement.² Un des fruits de cette campagne a été la création d'une large alliance d'organisations et d'institutions qui s'accordent pour s'opposer à la privatisation de l'eau en Suisse et dans le monde.

L'alliance *L'eau comme bien public* rappelle que les efforts de privatisation se trouvent en contradiction manifeste avec l'objectif du développement durable et qu'il s'agit de tirer les leçons des privatisations ratées, notamment de celle en Angleterre où la perte d'influence de la politique, la perte de savoir-faire et le manque de perspectives à long terme ont conduit à des réseaux en piteux état, à la dégradation de la qualité de l'eau, à l'insécurité de l'approvisionnement et à une politique des prix socialement injuste.

Sur le plan national, l'alliance exige que l'eau soit inscrite comme bien public dans la Constitution fédérale. En prévision du Sommet du développement durable (Rio +10) à Johannesburg, elle a demandé au gouvernement suisse de s'engager en faveur d'une Convention internationale sur l'eau qui proclamerait enfin le droit à l'eau pour tous et qui - tout comme la Convention sur le climat

protège le climat - protégerait l'eau comme étant un «bien public de l'humanité».

La société civile commence à se faire entendre en Suisse, en Europe et ailleurs dans le monde. Un de ses succès récents est, certes, la création de plusieurs réseaux internationaux influents, tel le réseau européen *Eau* ou encore, la *Coalition mondiale contre la privatisation et la marchandisation de l'eau*, qui réunit une trentaine d'associations venant de cinq continents. Tous s'accordent pour exiger des solutions démocratiques, écologiques et adaptées aux conditions locales - bref dignes des exigences du développement durable.

M. B.

¹ OMS, *Evaluation mondiale 2000 de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement*.

² Voir : www.swisscoalition.ch

Pour une Convention sur l'eau

La Communauté de travail s'engage en faveur d'une Convention internationale de droit public sur l'eau articulée autour des postulats suivants :

- Tout homme a le droit de disposer d'eau potable propre.
- L'eau est un bien commun et ne doit pas être transformée en pur produit commercial dans les mains du secteur privé.
- Un tribunal d'arbitrage doit être institué pour servir de médiateur dans les conflits internationaux.
- Il faut tenir compte des droits d'utilisation traditionnels.
- La démocratie instaure les conditions optimales d'une politique équitable de l'eau.
- Il faut mettre fin au gaspillage des ressources hydriques.
- Il convient de lutter à l'échelle globale contre la pollution des eaux.
- Il faut inscrire le principe du pollueur-payeur dans le droit des eaux.